

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Droit-de-vote-aux-etrangers-Vox.html>

Droit de vote aux étrangers : Vox populi, vox mairie

- Articles -



Date de mise en ligne : samedi 1er janvier 2000

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

Le 30 novembre dernier, « guidé par une foi inébranlable en la démocratie », Gilles de Robien se déclarait « Pour le droit de vote des étrangers ». Alors là, bravo, moi je dis voilà enfin un homme de droite qui ose...

« Minute bonhomme, me gronda une militante. *Qui c'est qu'a supprimé les élus associés ?* » Hein ?
« *Et qui c'est qu'a saboté la commission extra-municipale ?* »

Ola, plus lentement... je prends le film en route, moi.

Ahmed Lamamra se lamente : " La France... la République... le pays des Droits de l'Homme... Derrière la Hollande, la Suède, la Belgique... tous ont accordé le droit de vote... derrière des monarchies... même derrière l'Angleterre ! Vous vous rendez compte, derrière l'Angleterre !

Moi, rigolant : Vous êtes chauvin, au fond ? un vrai nationaliste !

Lui : Qui sait...

Moi : Alors, pourquoi vous prenez pas la double nationalité ? Les autres peuvent pas, mais vous, vous, depuis quarante ans que vous êtes ici, on vous filerait les papiers...

Lui : Non, je veux pas. J'ai été français en Algérie, je serai algérien en France...

Moi : Bon bon. C'est vraiment pour emmerder le monde, hein ?

Lui, se marrant : Un peu, peut-être... Mais surtout il faut permettre à tous les immigrés, je dis bien à tous, de voter dans leur Commune... Comme y avait eu, avant, à Amiens, une ébauche...

Les étrangers s'expriment...

L'expérience remonte à 1971, l'année où la Gauche prend la Mairie et crée la Commission Extra-Municipale des Immigrés. Comment ça marchait, ce machin ? En gros, tous les mois, trente à quarante personnes se réunissaient dans une salle de l'Hôtel de Ville.

Quatre élus, dont un de l'opposition. Des membres de la Ligue des Droits de l'Homme. Un responsable des services sociaux. Et bien sûr, des étrangers. « *Peu à peu*, explique Ahmed Lamamra, *c'est devenu notre tribune. On discutait des problèmes de logement, de racisme, de travail... du chômage, à cette époque-là déjà...* » On cause beaucoup, car la commission n'a qu'un rôle modeste. Purement consultative, ne décidant de rien, elle permet néanmoins de faire remonter l'information, de jeter des passerelles entre la municipalité, l'administration et les communautés étrangères. « *On parlait du droit de vote, aussi.* »

Une promesse que Mitterrand a inscrite dans son programme de 81. Mais sitôt à l'Élysée, sitôt reniée. Dur à avaler : « *ils avaient toutes les cartes en main... la présidence... l'Assemblée... On leur avait donné notre confiance... Et malgré tout ça, ils ont rien fait.* »

... puis votent

Puisqu'à l'échelle nationale rien ne se fait, il faut redescendre à l'échelon local. Mons-en-Baroeul s'y applique le premier en 1985. Et Amiens suit, deux années plus tard, au terme de longs palabres (sensibilisation des partis, hésitations du PS, réticences centristes, etc.). A l'arrivée, le 19 décembre 1987, malgré un millier de frontistes descendus de l'Oise ou de Paris, des étrangers votent et des étrangers sont élus dans notre ville. « 78,67 % de votants, écrivait Le Matin du 21/12/87, seulement 8,4% de bulletins nuls, en dépit d'un scrutin techniquement difficile, et quatre représentants bien élus et assez représentatifs. » Pas une élection bidon « à l'Africaine » : seize candidats, un millier de bulletins, et sortent des urnes un Marocain, un Portugais, un Algérien, un Sénégalais, un inconnu, un apolitique, un conservateur, un compagnon de route... De tout, sauf des femmes.

Ça change un peu les conseils municipaux. « Entre nous et les conseillers français, se souvient Ahmed Lamamra, y'avait un cordon qui nous séparait. Ils avaient installé quatre sièges, pour qu'on nous confonde pas. » Normalement, seuls les élus, les vrais, ceux de la République et du Peuple de France, ont le droit d'intervenir. Pas grave. On s'arrange. « Quand ils avaient envie de prendre la parole, se rappelle Bernard Delemotte, ils levaient le doigt, le Maire suspendait la séance, et ils faisaient leurs déclarations... » Les conseillers associés pénètrent également dans des commissions consultatives, de l'Urbanisme, du Tourisme, et là, savoure Ahmed Lamamra, « ma voix valait la leur ».

Du passé, faisons table rase...

Mais en 89, UDF et RPR reprennent la Mairie : « Ils ont tout balayé. Brutalement, sans explication. On l'a appris par des employés municipaux... "Ils ont enlevé les chaises, vous savez... y a plus de cordon..." » Fin de la parenthèse.

Monsieur de Robien n'aurait-il pas manqué une belle occasion ? Pour les étrangers, bien sûr, car si un édile de droite avait poursuivi l'expérience, elle aurait sûrement fait tâche d'huile. Pour notre ville surtout, Amiens faisant à cette époque figure de modèle, les conseillers associés se baladant à travers la France, prophètes de la démocratie locale portant la bonne parole de Châteauroux à Strasbourg en passant par Dijon. Pour lui-même, enfin : un politicien gagne en crédibilité lorsque ses paroles d'un jour s'accordent avec ses actions de toujours.

Comment expliquer sa conversion idéologique d'aujourd'hui ? Par opportunisme ? Un peu, sûrement. En octobre 1999, dans un sondage CSA et pour la première fois, 52% des Français se déclaraient « très favorables ou assez favorables » au droit de vote des étrangers aux élections locales. Quinze jours plus tard, Monsieur de Robien basculait à son tour. Comme quoi, notre député-Maire indique parfois moins la voie à suivre que le sens du vent...

Mais c'est plutôt bon signe si le vent a tourné. D'autant que, nuance Bernard Delemotte : « Quand on a lancé les conseillers associés, il s'était pas vraiment opposé. Il avait même sorti une plaquette, où dessus, il rappelait qu'en Suède, en Hollande, ça se faisait déjà. C'est pour ça que moi, là, sa position, ça me surprend pas vraiment. » Maintenant, pour prouver sa totale bonne foi, on attend de notre maire qu'il persiste : après ses amis centristes, il ne lui resterait plus qu'à convaincre les socialistes.